



Actualités politiques 2020

Changements aux lois et aux politiques pertinentes à la violence faite aux femmes au Canada
Decembre 2019 à decembre 2020

National

Projets de loi ou lois entrées en vigueur qui affectent directement les maisons d'hébergement

- [La pandémie de COVID-19 a retardé l'entrée en vigueur des modifications à la Loi sur le divorce.](#) Les changements, y compris de nouvelles considérations pour la violence familiale dans les arrangements de garde, étaient prévus pour le 1^{er} juillet 2020, mais la date a été reportée au 1^{er} mars 2021 en vue de donner aux provinces et territoires plus de temps pour réformer leurs lois.
- [Projet de loi C-15: Loi concernant la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones](#), a été présenté le 3 décembre 2020. La déclaration comprend des articles affirmant [le droit des peuples autochtones à créer leur propre système d'éducation, à recevoir la restitution des terres volées et à participer à toutes les décisions qui touchent à leurs intérêts.](#)
- [Projet de loi S-209: Loi modifiant la Loi sur le ministère des Femmes et de l'Égalité des genres](#), un projet de loi du Sénat visant à exiger un énoncé qui indique les effets possibles des projets de loi sur les femmes a été présenté par la sénatrice indépendante Mary Jane McCallum mais n'a pas dépassé le stade de la deuxième lecture.
- Le projet de loi émanant d'un député [C-247: Loi modifiant le Code criminel \(conduite contrôlante ou coercitive\)](#) a été déposé le 5 octobre 2020. Les projets de loi émanant d'un député ne deviennent pas souvent des lois.

Publications nationales de recherches liées aux politiques de lutte contre la VFF

- Le [Cadre fédéral relatif au trouble stress post-traumatique \(TSPT\)](#) a été publié en janvier 2020 à la suite de la [Loi sur le cadre fédéral relatif à l'état de stress post-traumatique](#) qui a reçu la sanction royale en juin 2018.
- [Addressing Gendered Violence against Inuit Women](#): Un [examen des politiques et pratiques policières](#) dans l'Inuit Nunangat par les femmes inuites Pauktuutit, janvier 2020.
- « [Domestic Violence and Access to Justice](#) », un livre électronique en libre au sujet de la violence domestique et de l'accès à la justice avec une analyse des lois, politiques et composantes du système de justice pertinentes à travers le Canada.

Colombie-Britannique

Projets de loi ou lois entrées en vigueur qui affectent directement les maisons d'hébergement

- [Projet de loi 5, Employment Standards Amendment Act](#), adopté en août 2020 et fournira [5 jours de congé payé](#) aux victimes de [violence conjugale et sexuelle](#).
- [Projet de loi M206, the Residential Tenancy Amendment Act](#), est entré en vigueur le 29 mai. Ça crée un processus de demande de [mettre fin prématurément à la location pour cause de violence conjugale](#).

Principaux changements de politiques ayant un impact direct sur les maisons d'hébergement

- Normes nationales d'occupation : BC Housing a publié une déclaration à l'intention des fournisseurs de logement de la Colombie-Britannique indiquant que les normes nationales d'occupation (NOS) sont des lignes directrices et non des règles obligatoires. BCSTH s'est engagée dans un [plaidoyer](#) continu avec d'autres entités provinciales sur l'impact des NOS en tant qu'obstacle à l'accès des femmes violentées à un logement sûr.

Consultations politiques initiées par le gouvernement de la Colombie-Britannique qui incluent les maisons d'hébergement

- BCSTH siège au comité directeur et au groupe de travail du projet provincial [Trauma-Informed Practice \(TIP\) Project](#) visant la sensibilisation, l'éducation et la formation pour les secteurs de la justice, de la sécurité publique et de la lutte contre la violence.
- BCSTH siège au comité consultatif de la [Policing and Security Branch](#) du ministère de la sécurité publique et de la direction générale de la police, qui s'occupe des modules de formation policière en ligne sur la violence conjugale (I et II) ainsi que le [sommaire des facteurs de risques](#) en Colombie-Britannique (SDVR-19).
- BCSTH fait partie du groupe de travail de la GRC chargé d'élaborer une politique opérationnelle sur l'interaction avec les maisons de première et deuxième étape et les *safe homes*.
- BCSTH participe au travail du [Special Committee to Review the BC Personal Information Protection Act \(PIPA\)](#).

Publications de recherche liées à la politique de lutte contre la VFF dans votre région

- [Westcoast LEAF BC: Gender Equality Report Card](#)
- [Rise Women's Legal Centre: Parenting during Covid-19](#)

Alberta



Projets de loi ou lois entrées en vigueur qui affectent directement les maisons d'hébergement

- [Projet de loi 32, the Restoring Balance in Alberta's Workplaces Act](#), a reçu l'approbation le 29 juillet et [rendra difficile pour les syndicats de contribuer aux œuvres de bienfaisance](#).
- [Projet de loi 16, Victims of Crime \(Strengthening Public Safety\) Amendment Act](#) a reçu l'approbation le 26 juin 2020. La loi élargit les initiatives de sécurité publique visant à dissuader la criminalité et à réduire la victimisation, comme les équipes d'intervention des forces de l'ordre de l'Alberta (ALERT), la Rural Alberta Provincial Integrated Defence (RAPID), les tribunaux de traitement de la toxicomanie et l'embauche de plus de procureurs de la Couronne, tout en réorientant le [fonds de prestations financières aux victimes](#) et en le remplaçant par un modèle d'aide aux victimes à déterminer.

Principaux changements de politiques ayant un impact direct sur les maisons d'hébergement

- Les services de soutien au revenu doivent temporairement être consulté par téléphone ou en ligne en raison de la pandémie, ce qui entraîne des délais d'accès.
- Le gouvernement d'Alberta a accepté de [rationaliser les rapports et d'introduire des accords de financement pluriannuels](#) pour les maisons d'hébergement dans le cadre de la réduction de la bureaucratie, cependant, ce processus est au point mort pendant la pandémie.

Consultations politiques initiées par le gouvernement de l'Alberta qui incluent les maisons d'hébergement

- Alberta Council of Women's Shelters (ACWS) a participé à [l'examen de la Loi sur la police](#).
- ACWS a contribué au [Alberta Firearms Advisory Committee Survey](#) à l'automne 2020 et au questionnaire des [Human Trafficking Services en Alberta](#).
- Le gouvernement de l'Alberta a mené des [consultations sur la mise en œuvre de la Loi de Clare](#), adoptée l'année dernière et devant être mise en œuvre en 2021. ACWS fait partie d'un comité chargé de donner des conseils sur les soutiens communautaires à mettre en place de concert avec le déploiement de la Loi de Clare.

Saskatchewan

Projets de loi ou lois entrées en vigueur qui affectent directement les maisons d'hébergement

- [La Loi de Clare](#) est entrée en vigueur en SK le 29 juin 2020. Cette avancée a été ternie par un [refus de participation de la GRC](#), qui assure l'application de la loi pour de nombreuses communautés rurales de la province.

Principales campagnes destinées à informer la législation ou les politiques

- [PATHS](#) a saisi l'occasion des élections provinciales pour plaider en faveur d'un plan provincial de lutte contre la VPI/VF, d'un financement opérationnel pour les maisons de deuxième étape et d'une augmentation des fonds de fonctionnement des maisons d'hébergement.

Manitoba

Projets de loi ou lois entrées en vigueur qui affectent directement les maisons d'hébergement

- [Projet de loi 7, Loi modifiant le code des normes d'emploi \(congé pour les victimes de violence interpersonnelle\)](#), a été présenté en novembre 2019 et a reçu l'approbation [le 5 décembre 2019](#). Cette loi élargit le droit au congé à une employée victime de violence sexuelle ou de harcèlement, ainsi qu'à la catégorie de violence domestique précédemment prévue par la loi, et ajoute un congé pour aider une personne à charge qui subit ou est exposée à l'une de ces formes de violence interpersonnelle.
- [Projet de loi émanant d'un député 215, Loi modifiant la loi sur la cour provinciale \(formation obligatoire sur la violence fondée sur le genre\)](#), présenté le 18 novembre 2020, modifierait la *Loi sur la Cour provinciale* afin d'obliger les juges à suivre une formation sur les lois relatives aux agressions sexuelles et à la violence conjugale. Les projets de loi émanant d'un député ne deviennent pas souvent des lois.

Ontario

Projets de loi ou lois entrées en vigueur qui affectent directement les maisons d'hébergement

- [Projet de loi 207, Loi de 2020 faisant avancer le droit de la famille en Ontario](#), a reçu l'approbation en novembre 2020. Elle vise à garantir que les lois provinciales sur la famille de l'Ontario s'alignent sur la nouvelle loi fédérale sur le divorce. Une [définition large de la violence familiale](#), associée à sa prise en compte obligatoire dans le test de l'intérêt supérieur de l'enfant, devrait garantir que la violence familiale est sérieusement prise en compte dans les affaires de droit de la famille.

- [Projet de loi 154, Loi de 2020 sur la Journée pour l'élimination de la cyberintimidation en Ontario](#) a reçu l'approbation en septembre 2020. Elle considère [la création, la distribution et la consommation non consenties d'images intimes](#) comme une forme de violence faite aux femmes.

Québec



Projets de loi ou lois entrées en vigueur qui affectent directement les maisons d'hébergement

- [Projet de loi 55, Loi modifiant le Code civil](#) a rendu imprescriptibles les actions civiles en matière d'agressions à caractère sexuel, de violence subie pendant l'enfance et de violence conjugale et est entré en vigueur le 12 juin 2020.
- [Projet de loi 70, Loi visant à protéger les personnes contre les thérapies de conversion dispensées pour changer leur orientation sexuelle, leur identité de genre ou leur expression de genre](#) a été présenté le 22 octobre 2020. Adopté en principe et fait l'objet d'une étude plus approfondie en décembre 2020.
- [Projet de loi 693, Loi modifiant la Loi électorale afin de prévenir et de combattre les violences à caractère sexuel dans le cadre des activités politiques](#) a été présenté le 22 octobre 2020.
- [Le projet de loi 59 : Loi modernisant le régime de santé et de sécurité au travail](#), a été présenté par le gouvernement le 27 octobre 2020. Après son adoption, l'employeur doit prendre les mesures nécessaires pour assurer la protection des personnes exposées à la violence physique ou psychologique, [y compris la violence conjugale ou familiale](#).
- Projets de loi à venir : Réforme du droit de la famille (printemps 2021) et réforme de la Loi sur l'Indemnisation des victimes d'Actes criminels (hiver 2021).

Principaux changements de politiques ayant un impact direct sur les maisons d'hébergement

- La ministre responsable de la Condition féminine, Isabelle Charest, et la ministre de la Sécurité publique, Geneviève Guilbault, [ont détaillé le 3 décembre 2020 leur plan d'action des cinq prochaines années pour lutter contre la violence conjugale](#). Le RMFVVCQ, l'A2É et la FMHF ont tous commenté cette annonce.

Consultations politiques initiées par le gouvernement du Québec qui incluent les maisons d'hébergement

- [Réflexion sur la réalité policière](#) : des [Forums publics](#), des [Audiences publiques](#) et des [Sondages sur la réalité policière](#) ont eu lieu en automne 2020. Le rapport sera publié en Mai 2021.
- [Consultations du Comité d'experts sur l'accompagnement des personnes victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale](#) se sont tenues du 5 mars au 10 avril 2020.
- [La Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse sous la présidence de madame Régine Laurent](#), a publié ses conclusions préliminaires le 30 novembre 2020 avec une recommandation clé visant à [créer le rôle de directrice ou directeur provincial de la protection de la jeunesse](#). Le rapport final sera publié en avril 2021.
- Une [enquête publique sur le meurtre d'une jeune enfant](#) par sa mère qui fuyait les mauvais traitements sera menée du 7 au 11 décembre 2020. Plusieurs maisons d'hébergement seront impliquées.
- [Rapport du comité d'examen des décès liés à de la violence conjugale](#) (sous la responsabilité du Bureau du Coroner) : dévoilé le 7 décembre 2020, il recommande une formation continue et régulière en violence conjugale pour l'ensemble des intervenants en lien avec les victimes de violence conjugale ou les agresseurs.

Nouveau-Brunswick

Projets de loi ou lois entrées en vigueur qui affectent directement les maisons d'hébergement

- [Projet de loi 6: Concernant la Loi sur le droit de la famille](#) présenté le 18 novembre 2020. Cette mise à jour permettra d'harmoniser les considérations relatives à la garde dans la Loi sur le droit de la famille du Nouveau-Brunswick avec les modifications à venir de la loi fédérale sur le divorce, y compris les considérations spécifiques concernant [la violence familiale](#).

Nouvelle-Écosse

Projets de loi ou lois entrées en vigueur qui affectent directement les maisons d'hébergement

- [Projet de loi émanant d'un député 254, Shelter Standards Advisory Committee Act](#), présenté le 10 mars 2020. Les projets de loi émanant d'un député ne deviennent pas souvent des lois. (Notez que l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse ne s'est réunie que pendant une journée depuis le début de mars en raison de la pandémie.)

Île-du-Prince-Édouard

Projets de loi ou lois entrées en vigueur qui affectent directement les maisons d'hébergement

- FVPS a été invité à donner son avis sur la réglementation relative à la [circulation d'images intimes sans consentement](#) après l'adoption de la nouvelle [Intimate Images Protection Act](#) le 14 juillet 2020.
- [Projet de loi 57, the Children's Law Act](#), est en deuxième lecture à partir de décembre 2020. La loi codifierait l'intérêt supérieur de l'enfant dans le cas de litiges concernant la garde, y compris le facteur important de la violence familiale. FVPS a demandé à participer à l'élaboration des futurs règlements.

Terre-Neuve et Labrador

Projets de loi ou lois entrées en vigueur qui affectent directement les maisons d'hébergement

- [Projet de loi 6: An Act Respecting Disclosure Of Information Under An Interpersonal Violence Disclosure Protocol \(Clare's Law\)](#) a été déposé le 4 novembre 2019 et a reçu l'approbation le 6 décembre 2019.

Territoire du Yukon

Projets de loi ou lois entrées en vigueur qui affectent directement les maisons d'hébergement

- [Projet de loi 10 pour modifier la Employment Standards Act](#) appuyant le congé pour les victimes de violence conjugale a été déposé le 3 octobre 2020.
- Après une [consultation publique](#), le gouvernement du Yukon a adopté un nouveau [Workplace Violence and Sexual Harassment Regulation](#) en septembre 2020.
- Suite aux revendications d'élèves du secondaire, le [Projet de loi 9, Sexual Orientation and Gender Identity Protection Act](#) a reçu l'approbation le 9 novembre 2020, faisant du Yukon le premier territoire à interdire les thérapies de conversion.

- La [Missing Person Act](#) entrera en vigueur en 2020. Yukon Women’s Transition Home Society (YWTHS) sera impliquée dans l’ébauche des règlements.

Consultations politiques initiées par le gouvernement du Yukon qui incluent les maisons d’hébergement

- Le gouvernement du Yukon a invité YWTHS à fournir des informations en vue de l’ouverture éventuelle d’une première maison de transition pour les femmes, dont le besoin se fait cruellement sentir.
- La ministre responsable de la Direction de la condition féminine a mandaté des travaux pour modifier le Conseil consultatif sur la condition féminine du Yukon, notamment son mandat et sa composition. YWTHS est impliquée.
- [Health and Social Services \(HSS\) a mené un examen de ses services](#), y compris une consultation avec YWTHS, et publié le rapport [Putting People’s First](#). En conséquence, les maisons d’hébergement sont transférées dans une autre partie de HSS pour leurs accords de financement.

Territoires du Nord-Ouest

Projets de loi ou lois entrées en vigueur qui affectent directement les maisons d’hébergement

- [La Loi modifiant The Employment Standards Act](#) est entrée en vigueur le 10 février 2020, introduisant l’option d’un [congé payé de cinq jours en cas de violence conjugale](#).

Nunavut

Projets de loi ou lois entrées en vigueur qui affectent directement les maisons d’hébergement

- [Projet de loi 49: An Act to Amend the Labour Standards Act](#). Ce projet de loi du gouvernement a été déposé le 21 septembre 2020 et, s’il est adopté, il modifierait la Loi sur les normes du travail pour prévoir un congé d’urgence public et un congé pour violence familiale.
- [L’Assemblée législative du Nunavut affirme à l’unanimité son soutien aux actions et mesures en cours pour promouvoir un Nunavut sans violence](#), le 6 mars 2020.